

Ressentiments et désarroi d'une Israélienne après la 2^e guerre du Liban

Gilberte Finkel, née à Paris en 1948, s'est installée en Israël après mai 1968. Féministe, Gilberte Finkel milite depuis plus de 30 ans dans les mouvements de femmes en Israël, pour les droits des femmes, droits à disposer de son corps, à choisir son orientation sexuelle, et aussi pour le dialogue et la paix avec le voisin palestinien. A Tel-Aviv, travaillant dans le tourisme, un secteur particulièrement sensible aux aléas de la vie économique et politique, elle a été directement et personnellement confrontée à la dégradation des conditions de travail et des protections sociales, ces dernières années. Elle est membre du conseil d'administration de ADVA, une association qui fait des recherches sur les inégalités sociales dans la société israélienne et du « lobbying » pour les secteurs défavorisés de la population. Inscrite au parti Meretz, elle y milite en période électorale. Active dans des groupes de femmes pour la paix, elle a refusé de se joindre aux protestations qui refusaient de condamner le Hezbollah lors de la guerre du Liban de l'été 2006.

PLURIELLES- Dans l'allocution qu'il a prononcée à la mémoire de Yitzkak Rabin, le 7 novembre 2006, l'écrivain David Grossman dit « ...nous avons découvert qu'Israël fait face à une crise profonde, beaucoup plus profonde que nous ne l'avons imaginé, dans presque chacun des aspects de notre existence collective... Comment se fait-il que nous continuons aujourd'hui à ne pas réagir et à rester hypnotisés, alors que la folie et la vulgarité, la violence et le racisme envahissent notre maison?.../[Pourtant] même lorsque beaucoup de choses dans la réalité de nos vies m'exaspèrent et me dépriment, même lorsque le miracle se désagrège dans les fragments minuscules de la routine et de la misère, de la corruption et du cynisme, même lorsque le pays ressemble à une mauvaise parodie de ce miracle, je me rappelle toujours qu'il est le produit d'un miracle. »

GILBERTE FINKEL - Israël est un pays de contrastes et d'extrêmes, c'est sa caractéristique. Souvent, j'ai l'impression de vivre une situation surréaliste.

D'un côté, il y a une incurie gouvernementale depuis l'assassinat de Rabin, avec une montée des extrêmes. On critique le Hamas, mais chez nous des gens acceptent l'idée de vivre

seulement par l'épée. On dirait une République bananière, avec du laisser-aller dans beaucoup de domaines. Je suis inquiète aussi de ce qui se passe à l'intérieur de l'armée, ce n'est plus la même armée qu'avant. Certes, les guerres ont changé; les victimes sont de plus en plus des civils, depuis la seconde intifada.

D'un autre côté, il y a ici une créativité, un bouillonnement, d'extraordinaires richesses humaines. Ici, on vit. En Israël, on a l'impression de vivre l'histoire, pas de la regarder de loin.

Israël reste un « melting pot » étonnant : il y a suffisamment de musiciens depuis l'immigration des républiques de l'ex-URSS pour voir naître un orchestre symphonique dans chaque commune. Mais les problèmes sont là. Le gouvernement a fait passer une loi empêchant un non-israélien de rejoindre son conjoint israélien ; une loi destinée, en fait, à empêcher les Arabes israéliens de faire venir des Palestiniens des territoires occupés !

PL. - Et pourtant, malgré ces désillusions et ces critiques, vous restez ici, vous continuez à être partie prenante de la société israélienne. Quelles formes vos luttes prennent-elles, aujourd'hui, et qu'est-ce qui vous permet de penser que ces actions peuvent influencer la société ?

GF - Jusqu'à la dernière guerre du Liban, je pensais que les problèmes socio-économiques étaient plus graves que le conflit palestinien, car nous sommes en face d'une société aspirée par un irrépressible mouvement vers le modèle du riche, du blanc, du mâle, rejetant les minorités, les malades, les handicapés, les pauvres, les familles monoparentales, les nouveaux immigrants, les gens âgés. Ceci encourage le crime et les violences. Il me semblait que la priorité était de lutter contre ce développement ; la politique interne dépend de nous.

Mais la dernière guerre m'a désespérée. On sent planer la menace de quelque chose de difficile à définir, une grande insécurisation, et un recul par rapport aux Palestiniens. Le gouvernement ne fait pas assez pour faire la paix. Tzipi Livni [ministre des Affaires étrangères] discute avec Abou Mazen aux Etats-Unis mais Olmert peine à le rencontrer ici. Quand le Hamas est arrivé au pouvoir on aurait du le laisser s'exprimer, alors qu'on a tout de suite dit : Non ! Même précipitation dans la riposte à l'enlèvement des soldats. Shulamit Aloni voulait qu'on pose au Hezbollah un ultimatum de 72 heures pour rendre les soldats. Sharon avait bien libéré des prisonniers en échange d'un homme d'affaire douteux, impliqué dans des trafics de drogue, et qui se trouvait de son plein gré au Liban, quand on l'a kidnappé. On aurait du échanger des prisonniers contre le soldat Shalit.

Ma place naturelle est avec les groupes de femmes qui militent pour la paix. Mais depuis la seconde intifada, je n'arrive pas à m'y retrouver, car on ne peut pas constamment critiquer Israël et ne pas critiquer les attentats-suicides. Je suis encore active dans une coalition d'associations et d'organisations syndicales qui, à mon avis, a plus de poids que le parti travailliste.

PL. - Les groupes de femmes affirment jouer un rôle important pour la paix et la co-existence avec les Palestiniens. Est-ce vrai ?

GF - Elles ont dérangé, pendant la seconde guerre du Liban. C'est elles qui ont organisé la première manifestation contre la guerre, Shalom Arshav restant muet. Mais je trouve que la protestation muette des femmes en noir ne sert à rien aujourd'hui. En ce moment, il faut parler aux Israéliens, leur expliquer inlassablement pourquoi l'occupation des territoires palestiniens n'est pas une bonne chose pour nous. Les femmes, qui ont été exclues initialement de Shalom Arshav, créé par des officiers, doivent le faire. Si les mouvements mixtes ne leur font pas de place, alors elles créent des mouvements de femmes où elles s'expriment

PL. - Comment voyez-vous l'avenir ?

GF - Je ne le vois pas, pour la première fois. D'un côté, on parle d'une troisième intifada. D'un autre côté, les Israéliens sont très forts pour maintenir une vie normale dans des circonstances difficiles, à la différence des pays européens. Sous les roquettes, ils se mariaient dans le Nord, l'été dernier, même s'il fallait le faire dans des abris.

Du ressentiment, de l'amertume, j'en ai aujourd'hui à l'égard de beaucoup de gens. A l'égard de cette droite qui a introduit l'argent-roi et la corruption, à l'égard de la fausse gauche qui prône la paix et qui fait la guerre, à l'égard de ceux qui veulent mener des campagnes de boycott en Europe contre Israël. Il n'est pas bon de boycotter un pays car on n'aime pas sa politique. Venez voir de près ce qui s'y passe, les gens qui protestent, qui luttent. Les gens y vivent et ne passent pas leur temps à se battre, ni à prier.

Et puis nous, Israéliens, on a le droit de ne pas être parfaits. Il y a un tel déséquilibre dans les critiques envers nous et envers nos voisins, ça ne contribue pas à améliorer la situation.

(Propos recueillis par Monique Halpern)